

Vincent DUBOIS, *La culture comme vocation*

Paris, Éd. Raisons d’agir, coll. Cours et travaux, 2013, 204 pages

Jacques-Philippe Saint-Gerand

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9105>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.9105

ISSN : 2259-8901

**Éditeur**

Presses universitaires de Lorraine

**Édition imprimée**

Date de publication : 31 août 2014

Pagination : 368-370

ISBN : 978-2-8143-0209-9

ISSN : 1633-5961

**Référence électronique**

Jacques-Philippe Saint-Gerand, « Vincent DUBOIS, *La culture comme vocation* », *Questions de communication* [En ligne], 25 | 2014, mis en ligne le 01 juillet 2014, consulté le 22 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9105> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.9105>

---

Tous droits réservés

établissements d'enseignement artistique comme lieux ressources pour leurs territoires : les mutations de l'enseignement artistique de la musique, de la danse, du théâtre (pp. 101-129). C'est évidemment là que les choses se compliquent car la sectorisation des diverses directions du ministère de la Culture fait que chacune travaille dans son propre champ sans véritablement se soucier d'une action globale. À cet égard, la prédominance de la musique (conservatoires et écoles de musique) fait que la danse, le théâtre et le cirque apparaissent très vite comme les parents pauvres des enseignements artistiques spécialisés (p. 106). Ce déséquilibre dans une politique qui devrait être unanime a été accentué par l'évolution incessante des textes réglementant les enseignements artistiques entre 1979 et la loi du 13 août 2004. Il en est résulté un grand nombre de difficultés dans l'application pratique des réglementations, d'autant que la fragmentation des aires de responsabilité de l'enseignement primaire, du collège et du lycée a introduit dans la résolution de l'équation les paramètres des collectivités territoriales, municipalité, conseil général et conseil régional, et qu'aucune de ces instances n'est en mesure de donner une réponse satisfaisante à la question de savoir si « l'éducation artistique fait partie des compétences et contribue à l'identité professionnelle des artistes » (p. 128). Au terme de ces deux sections qui ont successivement dressé un tableau puis analysé l'état présent de la question, la troisième propose quelques pistes de réflexion permettant d'envisager l'« éducation et les enseignements artistiques dans la perspective d'une décentralisation raisonnée » (p. 131). C'est ici que les auteurs mettent l'accent sur l'extraordinaire activisme qui a présidé aux multiples débats ouverts par l'Assemblée nationale, le Sénat et le Conseil économique et social sur le sujet des enseignements artistiques, ainsi qu'à la rédaction de la multitude des rapports commandés par les différents ministères intéressés. Une stratégie d'esquive, pour l'école (2008), le collège (2009) et ultérieurement le lycée, a été trouvée avec l'introduction dans les programmes de l'histoire des arts. Mais cette introduction a suscité autant de critiques qu'elle avait laissé espérer un apaisement des débats autour du problème des rapports de l'art à la culture. Contraint par la réforme simultanée des rythmes scolaires, cet enseignement se heurte à l'inégal engagement des collectivités territoriales qui « n'ont pourtant jamais été réellement associées, au plus haut niveau, à la conception des grands plans de relance » (p. 148). Et les auteurs orientent leur conclusion vers la nécessité de « mettre en œuvre une décentralisation progressive et raisonnée de l'éducation artistique » (p. 153). Ils dénoncent avec raison « la grande discontinuité

dans l'engagement » (p. 162) de l'État, et soulignent la fatalité qui grève l'enseignement artistique dès lors que celui-ci est considéré comme « une matière plutôt que comme un état d'esprit et un cadre d'action que se donnent des acteurs pour penser autrement l'acte d'enseigner et celui de partager » (p. 162).

Quelle sera l'issue de ces réflexions ? Nous n'avons pas les moyens de lire l'avenir avec suffisamment de précision, mais il apparaît bien certain que, dans cette perspective, les collectivités territoriales seront conduites à jouer un rôle de plus en plus important. Le volume est intelligemment complété par la référence à une sélection des textes législatifs et réglementaires (pp. 165-168) et par un plus qu'utile glossaire des sigles et acronymes utilisés dans le domaine (pp. 169-172). En résumé, une lecture informative, stimulante quoiqu'aride pour le profane, mais qui, à l'aide de données précises, permet de restituer toutes ses dimensions à la question perpétuellement gigogne des enseignements artistiques.

Jacques-Philippe Saint-Gerand

CeReS, université de Limoges, F-87000

[jacques-philippe.saint-gerand@unilim.fr](mailto:jacques-philippe.saint-gerand@unilim.fr)

#### Vincent Dubois, *La culture comme vocation*.

Paris, Éd. Raisons d'agir, coll. Cours et travaux, 2013, 204 p.

L'ouvrage vient à son heure lorsque la dérive lexicologique de *culture* à *culturel* n'est pas simplement une dérivation suffixale mais aussi une sorte de dévoiement sémantique, le *culturel* étant alors la marchandisation – sous toutes ses formes – de la culture. Le volume est aussi particulièrement bienvenu lorsqu'on connaît l'engouement dont bénéficient les filières universitaires culturelles et l'attrait que suscitent les formations au patrimoine et les enseignements méta-artistiques. Il était donc temps d'envisager les causes et les raisons de cette orientation professionnelle, d'analyser les motivations des impétrants, de comprendre pourquoi ces métiers peuvent être vécus sur le mode de la passion ou du désintéressement, d'éclaircir les zones d'ombre entourant l'image valorisée et valorisante associée à ces emplois, et de réfléchir enfin aux conditions d'existence quotidienne auxquelles sont soumis ceux et celles – ainsi que leur éventuelle famille – qui les assurent. Grâce à un travail d'enquête et de statistiques patient et remarquable, innovant, Vincent Dubois – créateur du master « Politique et gestion de la culture » à l'Institut d'études politiques de Strasbourg – a développé une réflexion analytique et critique. Il a produit des résultats devant lesquels tout lecteur est aujourd'hui obligé de

s'interroger et de se définir en tant que producteur ou consommateur de biens culturels, car le grand mérite du volume est de démontrer que, dans un pays où les secteurs économiques primaire et secondaire sont en régression, le secteur tertiaire est à même d'offrir des niches conjoncturelles d'emploi tant que le mot *culture* est encore porteur de sens. D'une construction limpide en quatre sections parfaitement organisées et argumentées, l'ouvrage de Vincent Dubois conduit fermement son lecteur vers sa très juste conclusion, à savoir que l'imprécision de définition de ces métiers de la culture et le flou relatif des positions auxquelles ils donnent accès permettent « l'ouverture des possibles et la recherche de satisfactions au travail autres que strictement monétaires » (p. 189), là où, finalement, on touche à des formes d'investissement libidinales.

Dans une première section : « La culture dans l'espace des possibles professionnels » (pp. 25-64), l'auteur analyse les conditions de l'essor des emplois culturels et rend compte des raisons pour lesquelles la labellisation professionnelle des « administrateurs culturels » a suscité de nombreuses vocations (p. 31), en dépit de conditions d'emploi souvent très lourdes et astreignantes. Vincent Dubois est particulièrement perspicace lorsqu'il note comment l'imprécision des référencements de métiers peut jouer comme un miroir aux alouettes auprès de nombreux candidats : « Contrairement aux corps professionnels anciennement constitués des bibliothécaires ou des conservateurs de musée, ces métiers restent entourés d'un certain flou. La diversité des désignations ou leur caractère vague (gestionnaire, administrateur, médiateur, chargé de développement, concepteur de projet culturel, responsable scientifique, etc.), tout comme leur absence des nomenclatures statistiques ou encore leur présentation dans les répertoires des métiers en fournissent de premiers indices. L'hétérogénéité de leurs statuts (titulaires de la fonction publique, contractuels, emplois associatifs, emplois « classiques »), les fortes différenciations internes au champ culturel entre disciplines artistiques ou secteurs (théâtre, arts plastiques, patrimoine, etc.) et un grand nombre d'employeurs aux statuts écartés » induisent une très « large ouverture de la définition des fonctions et la diversité des compétences engagées dans leur exercice » (p. 43). On ne saurait mieux dire, et certains employeurs, comme quelques conseils généraux n'ayant qu'une vague idée de la culture – si ce n'est comme moyen d'attirer public et visiteur pour abonder les caisses de récurrents déficits – ne s'en sont point privés en proposant des emplois séduisants, en contrat à durée déterminée ou à la pige, dans lesquels les personnes recrutées ont découvert par la suite que la dénomination ne correspondait en rien à la réalité des tâches quotidiennes.

Dans une deuxième section, « Qui veut devenir administrateur culturel » (pp. 65-92), l'enquête de Vincent Dubois se tourne vers la nature et l'origine des postulants à ces emplois. De son analyse ressort que la vocation est largement féminine : 8 % des candidatures à l'inscription dans un master d'administration culturelle. Mais, comme en d'autres secteurs, il apparaît aussi que les emplois culturels voient les hommes assurer les fonctions de haute responsabilité et de création plus fréquemment que les femmes. Sociologiquement, et sans surprise, les individus se destinant aux métiers de l'administration culturelle sont issus de milieux sociaux favorisés (p. 73). Ils sont également dotés de parcours scolaires leur assurant déjà un capital culturel au départ (p. 78). C'est d'ailleurs ce dernier qui fait dire à la majeure partie des postulants que leur orientation vers ce type de métier « n'est pas le fruit du hasard » (p. 83). D'après l'Observatoire de la vie étudiante et son enquête déjà ancienne de 2006, les candidats manifestent une large appétence pour les sorties culturelles, le cinéma venant en tête, devant les musées ou les expositions, puis les concerts rock ou jazz, le théâtre et enfin, sous l'étiquette « classique », l'opéra et les concerts symphoniques, les récitals instrumentaux, la musique de chambre (p. 84). Sans surprise non plus, la lecture est aussi largement développée chez ces candidats.

La troisième section (pp. 93-148) interroge « Les sens d'une orientation ». Grâce aux témoignages recueillis, Vincent Dubois expose aisément un des paradoxes du choix de ces métiers : d'une part, ceux-ci permettent de compenser « une carrière artistique, envisagée, abandonnée ou reconvertie » (p. 93) et, d'autre part, ces métiers peuvent servir de « repoussoir » (*ibid.*) aux carrières de l'enseignement actuellement en lourde perte de crédit. On comprend mieux sur ces fondements pourquoi « c'est "la" culture et les perspectives tant personnelles que professionnelles qu'elle peut offrir plus que le contenu d'une activité ou les caractéristiques d'un emploi qui est au principe de l'orientation » (p. 109). À cet égard, l'auteur note avec beaucoup de justesse que cette « absence revendiquée de précisions » dans la définition des fonctions devient souvent un argument en faveur de « l'idéologie du décloisonnement » (p. 116) qui prévaut actuellement dans le milieu des administrateurs de la culture, et qui, pour les postulants issus de milieux sociaux moins favorisés, autorise les rêves aussi bien que les stratégies d'ascension sociale » (p. 129).

Après cette échappée dans les domaines du désir des candidats à l'administration des biens culturels, Vincent Dubois aborde dans la quatrième section – « Dispositions intermédiaires et stratégies d'adaptation » (pp. 151-183) –

la fonction d'intermédiaire, de passeur, de conciliateur que les administrateurs sont conduits à assumer entre les créateurs, les publics et les institutions sous la tutelle desquelles ils travaillent. Et c'est dans cette fonction que, comme le remarque l'auteur, « le "management culturel" et, par extension, les formes contemporaines d'organisation économique et administrative de la culture forment [...] un lieu de prédilection du "nouvel esprit du capitalisme" » (p. 172) pour reprendre l'expression de Luc Boltanski et Éve Chiapello (Paris, Gallimard, 1999). Mais, contrairement à ces derniers, l'auteur explique que les candidats aux métiers de l'administration culturelle – au risque d'une aporie inévitable – peuvent simultanément adopter « une posture critique à l'égard du système économique contemporain » (p. 173) et accompagner « cette posture du "réalisme" qui rappelle que même la culture doit être financée et gérée. Ils tiennent ainsi ensemble la critique à l'égard des logiques capitalistes du commerce et du profit, et l'appropriation (fût-elle partielle et distancée) des technologies du marketing, du management et de la gestion » (*ibid.*).

Au terme de ces analyses convaincantes, l'auteur peut affirmer en conclusion que « L'association de l'*illusio* à un rapport réflexif » du candidat « à ses propres déterminations conduit tout d'abord, sinon à la formulation cohérente d'un "projet", au moins à une stratégie de placement professionnel et social. Un rapport particulier au travail amène ensuite à concevoir l'activité professionnelle comme l'occasion, voire le moyen d'une réalisation personnelle. À ces projections individuelles est associée la croyance dans le fait que l'activité visée est mise au service de valeurs supérieures ou d'une cause » (p. 188)... Là encore, on ne saurait mieux dire pour caractériser l'ambivalence des engagements dont font preuve les administrateurs de la culture.

Enfin, on louera Vincent Dubois pour l'honnêteté avec laquelle, en annexe (pp. 191-200), il revient sur les conditions et la méthodologie de son enquête afin d'en critiquer et nuancer les principes, les données et les résultats. Malgré l'absence d'un index des notions utilisées et une bibliographie récapitulative finale plus aisément utilisable que les références en notes de bas de page, on tient là un ouvrage majeur qui permet d'envisager de la plus intelligente des façons la complexité des attirances produites par les métiers de la culture et la polydimensionnalité des investissements de ceux qui y succombent... au risque, souvent, de perdre leur liberté individuelle et sociale.

Jacques-Philippe Saint-Gerand

CeReS, université de Limoges, F-87000  
jacques-philippe.saint-gerand@unilim.fr

Jacques DÜRRENMATT, *Bande dessinée et littérature*.  
Paris, Classiques Garnier, 2013, 232 p.

Peut-on qualifier une bande dessinée de littéraire ? Et si oui, à quelles conditions ? Ces deux questions ont alimenté nombre de réflexions sur le neuvième art, qu'il s'agisse de théoriser la relation texte-image dans la bande dessinée (BD) alternative contemporaine, d'analyser, dans une perspective socio-historique, les essais de rapprochement entre les deux arts (le courant autobiographique des années 90, la naissance du roman graphique etc.) ou de comparer, dans une optique intermédiairique, les adaptations bédéciques à leur substrat romanesque. En outre, il semble inutile de préciser que de tels travaux, émanant *a priori* de disciplines bien distinctes, débouchent souvent sur des considérations plus ou moins explicites sur la reconnaissance culturelle de la bande dessinée. En publiant un ouvrage sobrement intitulé *Bande dessinée et littérature*, Jacques Dürrenmatt prend d'emblée un risque, celui de s'inscrire dans un champ de recherche que d'aucuns considéreront à tort, dans un premier temps du moins, comme largement défriché, de surcroît peu en phase avec des interrogations plus actuelles (la conversion numérique par exemple). Impressions certes légitimes, mais en fin de compte peu fondées.

Divisé en quatre chapitres, l'ouvrage s'ouvre sur l'œuvre pionnière de Rodolphe Töpffer, plus précisément sur la dimension littéraire que le père de la bande dessinée accordait à ses « histoires en estampes ». À partir d'extraits piochés dans les travaux théoriques de cet auteur, Jacques Dürrenmatt met en lumière ce qui, aux yeux de l'artiste genevois, est inséparable de toute prétention littéraire : l'inscription de ses albums dans la culture livresque ; l'alchimie entre texte et image permise par l'autographie ; l'anti-académisme volontaire du dessin ; enfin la possibilité de reconstruire « au-delà de la simplicité chronologique apparente du récit [...] une unité supérieure, celle du moi écrivain » (p. 18). Comme le souligne l'auteur, l'abandon de l'album au profit de la presse enfantine porta un coup fatal aux ambitions littéraires de Rodolphe Töpffer, empêchant l'affirmation d'une nouvelle forme littéraire. Il faudra attendre les années 70 pour assister aux retrouvailles de la BD et de la littérature, encouragées entre autres par des projets éditoriaux, en particulier la revue (*À SUIVRE*), et l'émergence du roman graphique. Autant de tentatives censées faire barrage aux préjugés attachés à la bande dessinée que Jacques Dürrenmatt réduit au nombre de quatre : la brièveté (une BD se lit aussi vite qu'une nouvelle précise à deux reprises l'auteur, sans vraiment développer cette curieuse comparaison) ; des descriptions assurées moins par le texte que par